

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 16/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHROM'FLASH (ex METAL COLOR)**

97 rue de la Vicairerie  
ZI de la Vicairerie  
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : 2024/397 – VAT 20240224  
Code AIOT : 0010000701

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement CHROM'FLASH (ex METAL COLOR) implanté 97 rue de la Vicairerie ZI de la Vicairerie 37700 Saint-Pierre-des-Corps. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHROM'FLASH (ex METAL COLOR)
- 97 rue de la Vicairerie ZI de la Vicairerie 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010000701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROM'FLASH (ex-METAL COLOR) est autorisée par l'arrêté préfectoral (AP) n° 13214 du 17 juillet 1990 à exploiter une unité de poudrage électrostatique.

L'établissement est autorisé par l'arrêté précité à exploiter une chaîne de traitement chimique et un tunnel de phosphatation.

Ces installations de traitement de surface, dont le volume total des bains autorisé est de 49,5 m<sup>3</sup> sont soumises à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED, car le volume des bains concentrés est supérieur au seuil fixé à 30 m<sup>3</sup> et sont, à ce titre, classées sous la rubrique 3260 « Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes ».

L'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°18267 du 10 décembre 2007 précise les conditions de mise en conformité des installations de traitements de surfaces de la société MÉTAL COLOR avec la directive européenne 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC, aujourd'hui reprise par la directive IED.

Les installations de traitements de surfaces des métaux relèvent par ailleurs des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 30/06/2006 modifié relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'unité de poudrage électrostatique, composées d'une cabine d'application de peinture poudre et d'un four de polymérisation, relève par ailleurs de l'AM du 02 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940.

Un récépissé de déclaration de changement d'exploitant, au bénéfice de la société CHROM'FLASH, a été délivré par la Préfecture d'Indre-et-Loire le 11 décembre 2012.

Par jugement du 05/09/2023, la société CHROM'FLASH a été mise en liquidation judiciaire.

Par ordonnance n°2023/5578 du 19/09/2023, la vente des éléments du fond de commerce dépendant de l'actif de la société CHROM'FLASH a été ordonnée au profit de la société NEW METAL COLOR 97 rue de la Vicairerie à Saint-Pierre des Corps (n° SIRET 95370546400014).

La prise de jouissance est fixée au 22/09/2023.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Prévention des risques accidentels (prescriptions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/09/2020).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 28/11/2023, article R181-47	Sans objet	Lettre de suite préfectorale	60 jours
2	NC4 VI du 26/10/2021 Rétenion	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	Avec suites, Consignation	Lettre de suite préfectorale	60 jours
3	NC7 VI du 26/10/2021 - RIA et extincteurs	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 60	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	NC8 VI du 26/10/2021 - Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 59	Avec suites, Consignation	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/11/2023, article R181-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.  II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.  [...]
<b>Constats :</b>  La déclaration au Préfet d'Indre-et-Loire du changement d'exploitant n'a pas été réalisée dans les trois mois qui suivent ce transfert.
<b>Observations :</b>  Par jugement du 05/09/2023, la société CHROM'FLASH a été mise en liquidation judiciaire. Par ordonnance n°2023/5578 du 19/09/2023, la vente des éléments du fonds de commerce dépendant de l'actif de la société CHROM'FLASH a été ordonnée au profit de la société NEW METAL COLOR 97 rue de la Vicairerie à Saint-Pierre des Corps (RCS de Tours 953 705 464). La prise de jouissance est fixée au 22/09/2023.  La déclaration au Préfet d'Indre-et-Loire du changement d'exploitant n'a pas été réalisée dans les trois mois qui suivent ce transfert. Le nouvel exploitant doit réaliser cette déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 2 : NC4 VI du 26/10/2021 Rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Consignation</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]
<b>Constats :</b>  La rétention globale associée au tunnel de phosphatation et à la chaîne de traitement sur aluminium n'est pas vide de tout liquide.
<b>Observations :</b> Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/09/2020 (Point 1.1 de l'article 1, délai 3 mois) et de l'arrêté préfectoral de consignation de fonds du 18/09/2023.  Constat au 26/10/2021 - NC4 : La rétention globale associée au tunnel de phosphatation et à la chaîne de traitement sur aluminium n'est pas vide de tout liquide.  Réponse exploitant : L'exploitant a transmis par courrier du 21/02/2022 les éléments en lien avec l'enlèvement de déchets dangereux liquides contenus dans la rétention globale (30,9 tonnes au total, cf facture PROTEC n° 01220059 du 28/01/2022).  Constats au 26/10/2022 : La présence de liquide a été constatée dans la rétention globale précitée au niveau de la cuve « Rinçage n°2 pour Alupret 200 ».  Constats au 28/11/2023 : La présence de liquide a été constatée dans la rétention entre les cuves « Stockage » et « Rinçage n°2 pour Alupret 200 ». Le nouvel exploitant s'est engagé à faire évacuer par la société PROTEC les liquides présents dans la rétention en même temps que le pompage des bains usés. L'exploitant a transmis ses échanges de mails avec la société PROTEC, dont le dernier en date du 29/11/2023, afin d'organiser cette opération.  Au vu de l'engagement du nouvel exploitant, l'inspection des installations classées ne propose pas dans l'immédiat d'autres suites administratives.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement sera pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie et, le cas échéant, de détection, adaptés et conformes aux normes en vigueur, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des robinets d'incendie armés en nombre suffisant par rapport à la taille des installations et aux risques ;</li><li>- d'extincteurs, en nombre suffisant, avec au minimum un extincteur mobile à poudre de 50 kg.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg fonctionnel. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée aux risques (en nombre et en qualité). Les 2 RIA ne sont pas fonctionnels et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'installation de RIA est suffisamment dimensionnée.</p>
<b>Observations :</b> <p>Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/03/2023 (Points 1.1, 1.2 et 1.3 de l'article 1, délai 4 mois).</p> <p>NC7 VI 26/10/2021 : L'exploitant ne dispose pas d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg. De plus, l'exploitant justifie que l'installation d'extincteurs est adaptée au risque (en nombre et en qualité).</p> <p>Constats au 26/10/2022 : L'exploitant ne dispose pas d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg et n'est pas en mesure de justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée aux risques (en nombre et en qualité).</p> <p>La présence de 2 robinets incendie armés (RIA) a été constatée (atelier peinture poudre et atelier de traitement de surfaces sur aluminium), mais ils ne sont pas fonctionnels au vu des essais réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• RIA atelier peinture poudre : le tuyau n'a pas pu être raccordé à la lance ;</li><li>• RIA atelier de traitement de surfaces sur aluminium : le tuyau a rompu lors du test (tuyau dégradé du fait de son ancienneté).</li></ul> <p>Constats au 28/11/2023 : Pas d'évolution depuis la dernière visite : L'exploitant ne dispose pas d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg et n'est pas en mesure de justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée aux risques (en nombre et en qualité). Les 2 RIA ne sont pas fonctionnels et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'installation de RIA est suffisamment dimensionnée.</p> <p>Le nouvel exploitant a transmis par mail du 04/12/2023, le devis de remplacement de l'extincteur mobile à poudre 50 kg ainsi que la date pour l'audit du bâtiment par la société JP SECURITE</p>

prévue le 06/12/2023.

Au vu de l'engagement du nouvel exploitant, l'inspection des installations classées ne propose pas dans l'immédiat d'autres suites administratives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 4 : NC8 VI du 26/10/2021 - Installation électrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 59

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installation électrique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Consignation
- date d'échéance qui a été retenue : 06/04/2023

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant du contrôle périodique et du bon état de l'installation électrique.

**Observations :**

Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/09/2020 (Point 2 de l'article 1, délai 6 mois) et de l'arrêté préfectoral de consignation de fonds du 18/09/2023.

NC8 VI 26/10/2021 :

L'exploitant n'a pas remis en l'état l'installation électrique afin qu'elle ne puisse pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

Réponse exploitant :

Par courrier du 21/02/2022 l'exploitant a transmis le descriptif des opérations de remise en état réalisées en 2020 sur l'installation électrique.

Par mail du 09/03/2022, l'exploitant a transmis le rapport de la vérification de l'installation électrique réalisée le 21/12/2021 par la société DEKRA (Rapport Q18 n°059721032101R 002 M01 en date du 14/01/2022) : le rapport mentionne « l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » (4 points de non-conformité ou anomalie).

Constats au 26/10/2022 :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les 4 points de non-conformité ou anomalie, qui ont amené la société DEKRA à indiquer que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, ont été résolus.

Non-conformités ou anomalies décrites dans le rapport Q18 précité :

- Ensemble d'appareillage BT TGBT (Atelier poudrage) - compresseur (canalisation) : Canalisation non protégée, installer un dispositif de protection adapté.
- Matériels BT METAL COLOR - Atelier poudrage :
  - Coffret électrique de circuits terminaux CLII - acide et eau : Dépôt de poussière important sur les canalisations, à nettoyer.
  - Coffret chargeur - Coffret électrique de circuits terminaux CLII : Dépôt de poussière important sur les bornes des disjoncteurs, à nettoyer.
  - Local compresseur - Coffret électrique de circuits terminaux - Compresseur : Dépôt de poussière dans le coffret, à nettoyer.

Constats au 28/11/2023 :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant du contrôle périodique et du bon état de l'installation électrique. L'exploitant a toutefois indiqué que des opérations d'entretien de l'installation électrique ont été réalisées.

Le nouvel exploitant a transmis un devis en date du 30/11/2023 de la société APAVE pour la réalisation de la vérification de l'installation électrique et a indiqué qu'il était dans l'attente d'un autre devis afin de réaliser la commande de cette prestation.

Au vu de l'engagement du nouvel exploitant, l'inspection des installations classées ne propose pas dans l'immédiat d'autres suites administratives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 60 jours